

MISSION PERMANENTE DE LA
RÉPUBLIQUE DE GUINÉE AUPRÈS DE
L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES



PERMANENT MISSION OF THE
REPUBLIC OF GUINEA TO THE
UNITED NATIONS

RÉPUBLIQUE DE GUINÉE

Travail – Justice – Solidarité

**INTERVENTION DE SON EXCELLENCE PROFESSEUR ALPHA
CONDE, PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DE GUINEE AU DEBAT
GENERAL DE LA SOIXANTE-NEUVIEME SESSION ORDINAIRE DE
L'ASSEMBLEE GENERALE DES NATIONS UNIES**

NEW YORK, LE 26 SEPTEMBRE 2014

Monsieur le Président,

Excellences, Mesdames et Messieurs les Chefs d'État et de Gouvernement

Mesdames et Messieurs,

Il y a **14 ans**, dans cette même salle, la communauté internationale, dans un élan prometteur, s'engageait à atteindre des objectifs concourant à l'horizon 2015, à l'éradication de la pauvreté et à l'avènement d'un monde de prospérité partagée dans un environnement de sécurité.

A une année de cette échéance, force est de reconnaître que l'humanité n'a pas su créer toutes les conditions indispensables au développement ambitionné.

Les fondements mêmes de notre Organisation risquent d'être ébranlés si des mesures ne sont pas prises pour faire face à l'immensité des défis à relever.

La pauvreté côtoie toujours les grandes pandémies, hypothéquant les lueurs d'espoir de la vie décente à laquelle ont droit nos populations.

L'agressivité de l'homme sur l'environnement, l'éloigne davantage de l'équilibre indispensable à son épanouissement et au développement durable.

Les droits fondamentaux sont encore piétinés ouvrant ainsi les vannes de l'intolérance, de la frustration et des crises sociales.

La paix et la sécurité, chancelantes dans maints pays, menacent plus que jamais, la stabilité de notre planète.

Il est indéniable que seule une approche globale et concertée nous conduira vers la société exempte des tares inhibitrices du véritable progrès.

Monsieur le Président,

En vous félicitant pour votre brillante élection, nous ne doutons guère que vous vous inscrirez dans la dynamique du nouveau partenariat mondial, tant souhaité et si nécessaire.

D'ores et déjà, nous vous assurons de notre soutien qui n'a d'ailleurs point fait défaut à votre prédécesseur, **l'Ambassadeur John ASHE** à qui nous rendons un vibrant hommage pour son leadership dans la recherche de solutions à nos questions de préoccupation.

Monsieur le Président,

Le devoir m'incombe d'évoquer avec vous, la grave crise sanitaire et humanitaire à laquelle la Guinée et d'autres États de la sous-région Ouest africaine font face.

Comme le savez, la fièvre hémorragique à virus Ebola continue de défier l'intelligence humaine et de menacer la sécurité internationale.

Depuis son apparition au mois de mars 2014, elle a fait et continue de faire plusieurs victimes. Le personnel de santé n'aura pas été épargné.

Face à la propagation fulgurante de l'épidémie, un Sommet extraordinaire des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union du Fleuve Mano s'est tenu à Conakry, le 1^{er} août 2014.

Ce Sommet a adopté une stratégie commune de lutte contre la maladie et lancé un appel pressant à la communauté internationale en vue d'une réponse mondiale coordonnée.

Au plan national, mon Gouvernement a décrété "la Déclaration d'urgence sanitaire" le 13 août. Le cordon sanitaire a été renforcé par l'institution obligatoire d'un contrôle médical à tous les postes frontaliers et tous les points de passage du pays, y compris les aéroports.

L'impact négatif de la fièvre hémorragique à virus Ebola sur l'économie nationale, s'est manifesté par le ralentissement des échanges commerciaux, la baisse de la productivité ainsi que le recul des activités dans les secteurs des transports, des investissements et du tourisme.

Au stade actuel, la Guinée a subi une perte de près de 2.5% sur les prévisions de croissance du PIB. Cette perte pourrait s'alourdir si des mesures idoines ne sont pas prises à temps pour endiguer l'épidémie.

D'autres conséquences néfastes pèsent également sur les pays affectés, notamment la fermeture des frontières et la libre circulation des populations, la suspension des vols et la stigmatisation des ressortissants des Etats touchés par la maladie.

L'épidémie Ebola nous rappelle l'impérieuse nécessité d'une approche globale pour contenir et vaincre cette terrible maladie.

Je voudrais ici, en ma qualité de Président en exercice de l'Union du Fleuve Mano, saluer la nomination d'un Coordinateur du Système des Nations Unies et rendre un vibrant hommage à l'action de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), du CDC/ Atlanta, de Médecins sans Frontières (MSF) sans oublier les autres partenaires bilatéraux qui ne ménagent aucun effort pour appuyer les mesures coordonnées des pays atteints afin d'éradiquer le virus Ebola.

C'est pourquoi mon gouvernement a accueilli avec une réelle satisfaction la Résolution 2177, coparrainée par 134 Etats membres et adoptée à l'unanimité des membres du Conseil de Sécurité ainsi que celle relative au déploiement de la Mission des Nations Unies pour l'Action d'Urgence contre Ebola.

Je voudrais rendre hommage à l'élan de solidarité qui ne cesse de se manifester à l'égard des pays affectés par l'épidémie et exprimer notre gratitude à tous les Etats et Organisations qui nous ont apporté leur aide.

Des besoins pressants s'imposent à nos pays pour davantage impulser notre action afin de lutter efficacement contre Ebola.

Ces besoins s'inscrivent dans des domaines divers comme le renforcement des infrastructures et des systèmes de santé, l'accroissement du personnel sanitaire, une assistance financière, matérielle et logistique dont le déficit inhibe nos efforts.

Nous devons, dans un élan solidaire, œuvrer ensemble pour vaincre et isoler Ebola mais non les pays affectés.

Monsieur le Président,

Le développement durable reste la clé de voûte de l'épanouissement harmonieux de l'humanité.

La communauté internationale a l'obligation de mettre fin à la pauvreté qui tenaille encore près de deux milliards d'êtres humains dont la plupart vivent en Afrique.

Au-delà de l'aspect économique et social, c'est une question de dignité humaine. C'est une question de justice et d'équité. Nous n'avons donc pas le droit de reculer encore moins de baisser les bras.

Certes, des progrès inégaux ont été accomplis dans l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement.

Les frontières de l'analphabétisme ont reculé bien que des efforts restent à faire pour atteindre la qualité et la parité requises, dans la conquête du savoir.

Le rôle indispensable des femmes dans la transformation de la société s'est davantage accru. Et pourtant la santé familiale, l'accès à l'eau, aux soins de base et à la protection sociale, méritent encore plus d'investissement et d'engagement politique.

Pire, le fossé numérique tarde à se combler faute de politique adéquate d'appropriation et de transfert de la science et des Nouvelles Technologies.

Toutefois, des résultats encourageants ont été réalisés dans la lutte contre le paludisme et le VIH-SIDA, en dépit de la hantise de la maladie qui habite des millions de personnes qui n'ont pas encore accès aux antirétroviraux.

Monsieur le Président,

Les multiples défis qui assaillent notre monde, dictent une réponse urgente, globale et concertée.

Dans cette quête collective pour le bien-être, l'Afrique en particulier renoue avec la croissance mais peine à la traduire en véritable moteur de développement.

Pourtant, éradiquer la pauvreté n'est point une sinécure. L'Afrique nouvelle que nous ambitionnons, doit promouvoir les transformations structurelles devant lui permettre de se doter d'économies robustes et diversifiées afin d'assurer les réinvestissements dans les industries du futur à valeur ajoutée, respectueuses de l'environnement.

Dans ce cadre, le Sommet sur le Climat organisé en marge de la présente session autorise l'espoir de l'adoption d'un Accord contraignant lors de la Conférence internationale prévue à Paris, en 2015.

Il va sans dire que ces mesures se bâtiront sur le socle d'un secteur privé dynamique, sous-tendu par des institutions fortes, garantes de la bonne gouvernance, elle-même creuset du développement inclusif.

C'est en cela que, malgré un contexte impitoyable de crise systémique et de raréfaction de ressources extérieures, dû au non-respect des engagements tenus, l'Afrique pourra effectivement s'insérer dans le système international, se faire confiance et accroître le commerce intra-africain pour influencer sur le flux des échanges mondiaux.

C'est en cela aussi que notre continent saura, en comptant d'abord sur ses propres forces, réduire sa vulnérabilité et construire la résilience par des stratégies cohérentes et la recherche de financements innovants, capables d'accélérer son plein épanouissement.

Monsieur le Président,

Consciente de tous ces défis, la Guinée s'est irréversiblement inscrite dans la dynamique de promotion de la démocratie et de l'Etat de droit, socle du développement durable.

Ce faisant, depuis notre accession à la Magistrature Suprême du pays en 2010, nous avons entrepris des actions qui touchent tous les domaines de la vie de la Nation.

Dans ce cadre, la réforme du secteur de la défense et de la sécurité garantit le rôle républicain de nos forces armées, accroissant leur participation au processus de maintien de la paix dans le monde. L'indépendance du système judiciaire est désormais consacrée. Le cadre macro-économique assaini et compétitif, renforce la crédibilité de la Guinée sur la scène internationale.

Admise à l'initiative de transparence des industries extractives (ITIE), la Guinée dispose aujourd'hui, d'un des codes miniers les plus attrayants. Mieux, la révision de tous les contrats permet de rendre l'environnement plus sécuritaire pour les investisseurs et nous assure d'un développement profitable aux populations guinéennes tout en préservant notre écosystème.

Bien entendu, le développement du secteur minier s'appuiera sur la promotion de l'Agriculture afin d'assurer notre sécurité alimentaire en 2017 et léguer aux générations futures, les ressources nécessaires pour façonner le monde de leur espérance.

La croissance que nous voulons ascendante, sera d'autant plus porteuse qu'elle favorisera la création d'emplois décents pour les jeunes et l'autonomisation des femmes, deux franges qui constituent la richesse et la source intarissables de tout progrès.

Monsieur le Président,

Notre soif inextinguible d'assurer le bien-être de nos populations, ne saurait être assouvie que dans un environnement de stabilité, exempt de crises et de conflits.

Le multilatéralisme, seule alternative à la matérialisation de nos objectifs, est d'autant impérieux, que nos Etats, grands ou petits, forts ou faibles, sont déterminés à apporter leur contribution à l'édification de la société mondiale plus juste et plus équitable, au sein d'une ONU reformée et apte à répondre aux besoins de l'humanité.

Dans cette optique, l'Afrique, continent le plus secoué, devra assumer ses responsabilités en mutualisant ses efforts dans le cadre d'une intégration régionale plus forte, maillon essentiel d'un partenariat mondial de paix plus dynamique et plus pragmatique.

C'est pourquoi, nous devons nous impliquer davantage dans la lutte contre le terrorisme, l'extrémisme et l'intolérance, le trafic illicite des armes légères et de petit calibre qui nourrit la criminalité transfrontalière et l'insécurité maritime, autant de fléaux qui plombent le développement.

Il est venu le temps d'être, enfin, les véritables bâtisseurs de notre destin. L'Etat de droit, le respect de tous les droits humains et la bonne gouvernance, demeurent des réalités intangibles qu'il nous appartient de promouvoir.

Aussi, l'opérationnalisation de l'Architecture de Paix et de Sécurité ainsi que la capacité africaine de réponse rapide aux crises, consolideront-elles notre crédibilité dans la stabilisation du continent.

Je voudrais mettre un accent particulier sur le calvaire inadmissible que vivent nos frères **Palestiniens**.

La Guinée qui a toujours exprimé, sans ambiguïté, sa solidarité inconditionnelle à la juste cause palestinienne, condamne avec fermeté, les actes abominables commis par Israël dans la Bande de Gaza qui ploie sous le joug d'un embargo cruel et avilissant.

Mon pays demeure convaincu que toute solution viable et durable au Moyen-Orient, passe nécessairement par la création de deux Etats vivant côte à côte, dans des frontières sûres et internationalement reconnues, sur la base de celles d'avant 1967.

Monsieur le Président,

Nous aurons bientôt l'occasion de faire le bilan des Objectifs du Millénaire pour le Développement.

A la veille de ce rendez-vous et alors que nous avons décidé, au cours de notre 68^{ème} session de planter le décor pour les Objectifs du Développement Durable, il demeure évident que la matérialisation de cette légitime ambition reste tributaire à la fois de moyens appropriés pour sa mise en œuvre et de la prise en compte des priorités des pays pauvres, notamment ceux africains.

C'est pourquoi, la Guinée, membre du Comité du Haut Panel appelle de tous ses vœux à une plus grande attention à la Position commune africaine pour l'agenda post-2015.

Cela est d'autant plus vrai que si l'Afrique va bien, le monde se sentira mieux. Car cette Afrique nouvelle, plus ambitieuse et plus prometteuse, consciente de son riche potentiel économique et humain, est désormais prête à assumer ses responsabilités.

Monsieur le Président,

Notre Organisation, l'ONU, en dépit de ses impératifs de démocratisation, demeure la seule alternative à l'éclosion et à l'affirmation du partenariat mondial inclusif, afin de donner à l'humanité tous les outils indispensables à l'émergence de la société universelle, capable de matérialiser le rêve de prospérité nourri par nos populations.

La Guinée, de par sa vocation de chantre de la liberté, de la dignité et de la solidarité, s'investira aux côtés des autres peuples pour le triomphe des nobles idéaux de paix et de sécurité, fondements d'une coopération internationale viable et durable, gage de tout développement humain.

Le Secrétaire Général **BAN Ki-moon** qui a placé toute son action et toute son énergie dans le creuset d'une réponse adéquate de l'ONU à tous les défis qui nous assaillent, mérite notre gratitude et notre respect.

Nul doute que ses efforts baliseront l'avenue de l'indispensable refondation du système international, pour que l'ONU soit en harmonie avec ses objectifs premiers de promotion de la paix et de la sécurité, du respect des libertés et des droits fondamentaux, dans un monde de démocratie, d'équité et de progrès pour tous.

Je vous remercie